

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4979 - JEUDI 27 MARS 2025

HYDROCARBURES

# Le Congo veut doubler sa production pétrolière

En marge du forum sur l'énergie et l'investissement organisé les 25 et 26 mars à Kintélé, la banlieue Nord de Brazzaville, la République du Congo a affiché son ambition de porter sa production pétrolière à 500 000 barils par jour d'ici à l'an 2027 contre plus de 300 000 barils actuellement.

Selon le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, l'objectif de cette rencontre était de renforcer la position du pays en tant que plaque tournante régionale en matière d'hydrocarbures.

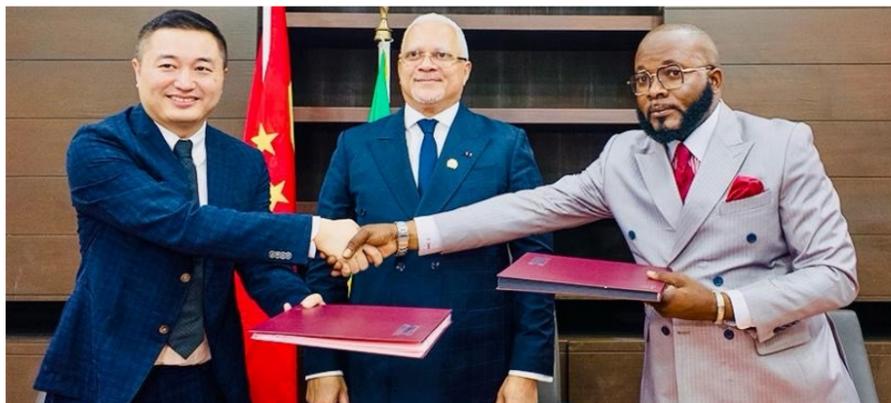
Page 3



La photo de famille Adiac

PROJET « IGNIÉ 2021-2046

## Un accord pour la construction d'une centrale solaire



L'échange des parapheurs entre les deux parties/DR

Dans le cadre du projet « Ignié 2021-2046 », un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de

construction a été signé entre l'entreprise Tinda Energy et la société chinoise Complant pour l'édification d'une centrale solaire de 56 mégawatts, des lignes de transport, ainsi que des voies d'accès à la zone économique spéciale d'Ignié.

Page 5

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

## Eni cède une partie de ses actifs à Vitol

La compagnie pétrolière italienne Eni a annoncé, dans un communiqué, la cession d'une partie de ses actifs à la société suisse Vitol dans le projet LNG (gaz naturel liquéfié) pour un montant

de 1,65 milliard de dollars, soit près de 989 milliards F CFA. Ainsi, sur ses 65% de parts détenues dans le projet Congo LNG, Eni a cédé 25% à Vitol.

Page 3

FEUILLETON FÉCOFOOT

## Le gouvernement appelé à respecter les conditions de la Fifa

Répondant à une correspondance du ministre en charge des Sports, Hugues Ngouélondélé, la Fédération internationale de football association (Fifa) a appelé au respect de ses recommandations pour lever la suspension de la Fédération congolaise de football (Fécofoot).

« Après analyse des éléments reçus, nous sommes de l'avis que les conditions de la levée de la suspension, telles que décidées par le bureau du Conseil de la Fifa le 6 février 2025, ne semblent pas encore remplies », a écrit la Fifa.

Page 13

ÉDITORIAL

Carton rouge

Page 5

## ÉDITORIAL

## Carton rouge

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, dit un adage. C'est le cas aujourd'hui avec la décision prise - après examen de la situation actuelle du football congolais - par la Commission des compétitions des jeunes de la Confédération africaine de football d'écartier nos Diables rouges à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 20 ans pour les remplacer par les Fauves du Bas Oubangui de la République centrafricaine.

Les juniors congolais ont donc reçu un carton rouge et la pilule est difficile à avaler si l'on tient compte des conséquences. Les Diables rouges des moins de 20 ans passent ainsi brutalement de la lumière à l'ombre parce que nous avons créé nous-mêmes les conditions de notre propre suspension par la Fédération internationale de football association (Fifa) en privant cette génération talentueuse d'une qualification obtenue de haute lutte lors du tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale, à Brazzaville.

Ce remplacement va laisser des traces avec de graves répercussions sur l'avenir de ce groupe dont on estimait pourtant qu'il était la relève de demain car, on le sait, jouer la CAN est une opportunité immense dans la carrière des jeunes joueurs. Ceux qui ont vécu cette expérience confirment que la compétition qualificative à la Coupe du monde de la catégorie est une vitrine incroyable offrant aux jeunes espoirs une occasion de se faire remarquer.

Cette crise qui est heureusement en train de se décanter grâce à l'implication du gouvernement doit nous servir de leçon. En réalité, nous avons perdu du temps dans les querelles et nos sélections nationales en payent le prix aujourd'hui. Ce qui est sûr, le classement Fifa n'épargnera pas le Congo. Car après avoir manqué des compétitions, il faut s'attendre à de prochains tirages au sort très difficiles.

Les Dépêches de Brazzaville

## TRAVAUX PUBLICS

## Une trentaine de jeunes assimile les procédures de passation des marchés

Le directeur de cabinet du ministre de l'Economie, du Plan et de la Statistique, Sylvain Lékaka, a ouvert, le 25 mars à Brazzaville, l'atelier de renforcement des capacités des stagiaires en passation des marchés sur les connaissances desdites procédures applicables en République du Congo.



La photo de famille/Adaiac

L'atelier qui se clôturera le 28 mars a pour objectif d'augmenter l'effectif des spécialistes qualifiés en passation des marchés sur le marché de l'emploi. Il est organisé par la Banque mondiale (BM), via le Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (Pagir), en collaboration avec l'Autorité de régulation des marchés publics et la Direction générale de contrôle des marchés publics. « Le Congo s'est engagé depuis quelques années dans un vaste programme visant à moderniser son administration et améliorer la gestion de ses finances. Mais celui-ci fait face aux défis importants. Les réformes du système des marchés publics faisant partie de cette

importante réforme se heurte à de nombreuses pesanteurs, notamment le manque de spécialistes disposant de qualifications opérationnelles requises », a déclaré le directeur de cabinet du ministre de l'Economie.

Pour le chargé des Opérations de la BM, Antoissi Said Ali, ce programme forme le premier groupe de jeunes diplômés avec un stage pratique de douze mois. « Le recrutement lancé en novembre 2022 s'est déroulé en trois phases : présélection des dossiers, épreuve écrite et entretien. Vingt-six stagiaires dont neuf femmes ont été sélectionnés parmi 460 candidatures. Après une formation préliminaire, ils ont été affectés dans différents projets depuis avril 2024 », a-t-il

expliqué.

« Ils suivent une formation professionnelle en approvisionnement avec un plan de transfert de compétence validé par la BM, évalué et ajusté trimestriellement. Tous les stagiaires suivent également des modules de formation en ligne sur les nouveaux cadres de passation des marchés pour les projets financés par la BM. Chaque stagiaire recevra une certification en ligne et une attestation de stage », a conclu le chargé des opérations de la BM. Initié courant 2024, cet atelier de formation s'inscrit dans le cadre du programme de formation des stagiaires dans le domaine des marchés publics conclu entre la République du Congo et la BM.

Lopelle Mboussa Gassia

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/  
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

## L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

## Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## FORUM SUR L'ÉNERGIE ET L'INVESTISSEMENT AU CONGO

## Promouvoir une synergie entre les acteurs énergétiques

Les travaux du premier forum sur l'énergie et l'investissement au Congo (CEIF) ont débuté officiellement, le 25 mars, à Kintélé dans la banlieue nord de Brazzaville, avec des panels ministériels, des tables rondes, des ateliers thématiques et des rencontres B2B. Décideurs politiques, opérateurs pétroliers et gaziers, experts et investisseurs ont tenté de s'accorder sur des stratégies visant à amplifier le potentiel du secteur des hydrocarbures au Congo, ainsi que sur les projets majeurs en cours.

L'ambition du Congo est de doubler sa production de pétrole à 500 000 barils par jour d'ici 2027, en plus du lancement prochain d'un nouveau plan directeur pour le gaz et de l'instauration d'un code gazier. La première édition du Congo Energy & Investment Forum offre aux participants une plateforme pour entrer en contact avec les leaders du marché de l'énergie du Congo, favorisant de nouvelles opportunités d'investissement et de collaboration dans un secteur-clé pour l'économie du pays. En organisant le Congo Energy & Investment Forum, Energy Capital & Power entend promouvoir les opportunités du marché congolais tout en mettant en avant l'émergence de nouvelles perspectives d'exploration, de projets d'infrastructure et de partenariats. L'objectif de l'événement est de renforcer la position du Congo en tant que plaque tournante régionale des hydrocarbures, a indiqué le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua. Il a également insisté sur l'importance de la synergie entre les développeurs de projets, les régulateurs et les décideurs nationaux autour d'une vision stratégique pour la réglementation du gaz naturel, les priorités nationales et les opportunités d'investissement. « Je prends la parole aujourd'hui avec beaucoup de fierté et de bonheur pour prononcer l'ouverture officielle du Congo Energy & Investment Forum », a déclaré le ministre Bruno Jean Richard Itoua, ajoutant que les grandes lignes de ce forum sont conformes à l'objectif du Plan national de développement 2022-2026 et à la vision de moderniser les infrastructures et de créer un environnement d'investissement inclusif.

Globalement, l'événement devrait mettre en avant les opportunités de partenariat et d'invest-



« Cette conférence s'inscrit dans un cadre plus large tourné vers l'avenir du Congo. La SNPC a été créée pour valoriser le potentiel énergétique du Congo et soutenir le développement économique tout en s'engageant dans une transition durable »

tissement dans l'exploration des hydrocarbures, la monétisation du gaz, l'énergie verte et les industries en aval à travers le continent, avec un accent particulier sur la République du Congo en tant que destination-clé pour les investissements énergétiques dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité. La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) figure parmi les opéra-

teurs qui investissent dans les énergies renouvelables. Le secrétaire général de la SNPC, Sébastien Brice Poaty, a précisé que la société publique a déjà finalisé le plan directeur du gaz, dont le lancement est prévu au CEIF 2025. La SNPC se prépare également à l'adoption prochaine du nouveau code du gaz, prévue pour plus tard dans l'année. « Cette conférence s'inscrit dans un

cadre plus large tourné vers l'avenir du Congo. La SNPC a été créée pour valoriser le potentiel énergétique du Congo et soutenir le développement économique tout en s'engageant dans une transition durable », a souligné Sébastien Brice Poaty. Dans un contexte de concurrence mondiale accrue pour les capitaux, plaide-t-on, le succès futur du Congo dépend du main-

tien d'un cadre fiscal compétitif et d'un environnement réglementaire et juridique stable pour assurer la viabilité à long terme des investissements.

Organisé du 24 au 26 mars et placé sous le haut patronage du président du Congo, Denis Sassou N'Guesso, le CEIF 2025 prévoit une série d'initiatives tout au long de l'année.

Fiacre Kombo

## GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

## Eni Congo cède une partie de sa part à la société suisse Vitol

Le groupe italien Eni a annoncé dans un communiqué, le 19 mars dernier, la cession d'une partie de ses actifs détenus dans le projet Congo LNG à Vitol, le géant suisse du négoce d'énergie et des matières premières. L'opération de cession représente un montant de 1,65 milliard de dollars, soit 989 milliards de F CFA.

Dans le projet de production du gaz naturel liquéfié, Congo LNG, où la multinationale italienne détient 65%, la société

suisse Vitol va acquérir 25% de part. La première phase du projet Congo LNG, signons-le, produit actuellement

un milliard de mètres cubes de gaz/an. Avec la seconde phase de ce projet qui débutera fin 2025, la production nationale du gaz naturel devrait atteindre 4,5 milliards de mètres cubes/an. Le projet LNG permettra à terme de répondre aux besoins énergétiques domestiques du pays. La décision d'Eni de céder ses participations s'inscrit dans la

volonté du groupe de réorienter son portefeuille vers des projets plus rentables et à plus « forte croissance ». Le groupe italien cherche à ajuster ses investissements en réponse à l'évolution des dynamiques du marché mondial de l'énergie, tout en consolidant ses ressources financières. Ces opérations font partie d'une série de cessions d'actifs dans

le but d'améliorer la flexibilité de l'entreprise et de lui permettre de mieux répondre aux enjeux liés à la transition électrique.

Dans le cadre du projet pétrolier en Côte d'Ivoire, dénommé « Le projet baleine », Eni a cédé 30% à Vitol sur une part de 77,25%.

F.K. et Jean Pascal Mongu-Styhm (Stagiaire)



# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

**L'ART**  
dans toutes ses  
expressions de la  
**TRADITION**  
**MODERNITÉ**

**Expositions  
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires  
d'ouvertures :**

Du Lundi au  
Vendredi : **9H-17H**  
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo

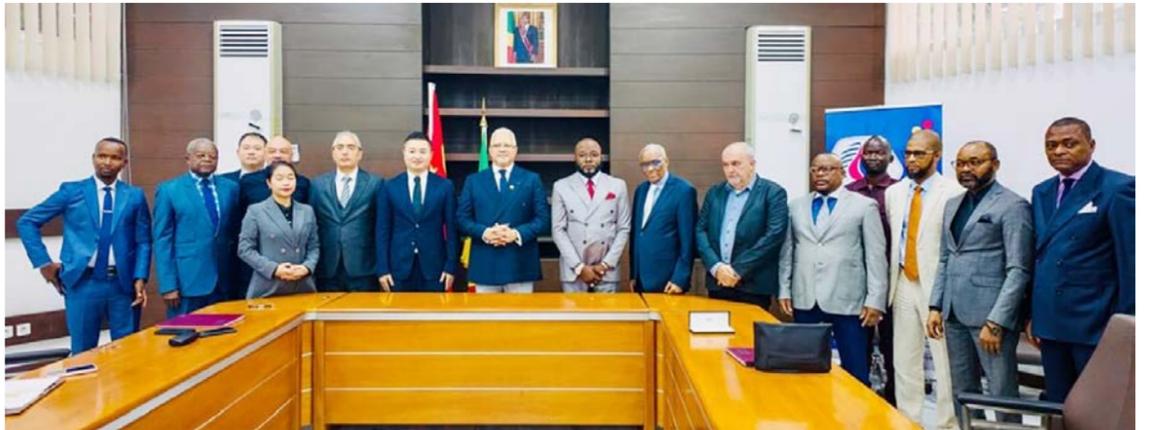
## PROJET « IGNIÉ 2021-2046 »

# Tinda Energy conclut un contrat EPC

La société congolaise Tinda Energy S.A a signé, le 25 mars à Brazzaville, un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) avec la société chinoise Complant pour la construction de la centrale solaire de 56 mégawatts, des lignes de transport et leurs voies d'accès dans la zone économique spéciale (ZES) d'Ignié.

Le contrat a été signé par Yannick Jutta, président directeur général de Tinda Energy Congo S.A, et He Haishan de Complant, en présence du ministre des ZES et de la Diversification économique, Jean-Marc Thystère-Tchicaya. A en croire He Haishan, ce moment marque non seulement une étape significative dans la coopération entre les deux sociétés mais aussi un jalon historique pour le pays, car il s'agit du premier grand projet solaire en République du Congo. « Le lancement de ce projet constitue une avancée majeure vers la transition énergétique du pays. Il contribuera non seulement à l'optimisation du mix énergétique et à l'amélioration de la fiabilité de l'approvisionnement en électricité, mais aussi au développement durable de la ZES. Ce projet soutiendra la croissance économique locale et fournira une électricité verte et stable aux entreprises et aux habitants », a-t-il expliqué.

« Grâce à nos efforts conjoints, je suis convaincu que ce projet deviendra une référence pour le développement des énergies propres en République du Congo, ouvrant la voie à d'autres initiatives en matière d'énergies renouvelables », a ajouté He Haishan. Pour le ministre Jean-Marc Thystère-Tchicaya, ce projet n'est pas seulement une infrastructure énergétique supplémentaire, mais le symbole d'un engagement résolu en faveur de la transition énergétique. D'après lui, l'intégration de cette énergie verte au réseau E2C garantira un approvisionnement stable et durable pour les industries de la ZES, car, a-t-il dit, il ne saurait y avoir d'industrialisation sans énergie fiable. « En intégrant l'énergie solaire et la biomasse à notre mix énergétique, nous faisons le choix d'une électricité propre, renouvelable et compétitive. Nous réduisons ainsi notre dépendance aux énergies fossiles en renforçant la



Les deux parties posant après la signature/DR

résilience de notre industrie. L'essor de notre tissu industriel repose sur une capacité de production énergétique robuste, innovante et respectueuse de l'environnement », a déclaré le ministre des ZES. Au-delà d'une transition énergétique, le ministre Jean-Marc Thystère-Tchicaya a précisé que ce projet est également un puissant levier pour la création d'emplois, notamment pour la jeunesse, la construction, l'exploitation et la maintenance de cette centrale, ainsi que l'opé-

rationnalisation des unités de production dans la ZES d'Ignié, particulièrement dans le centre de Maloukou, générant ainsi des opportunités pour les ingénieurs, les techniciens, les artisans et bien d'autres compétences. « Ce sont autant de perspectives qui s'ouvrent à nos jeunes talents, contribuant ainsi à l'essor d'une économie plus inclusive et dynamique », a-t-il signifié. A son tour, Yannick Jutta, président directeur général de Tinda Energy Congo S.A, s'est

réjoui de la conclusion de ce contrat et estime qu'il est très important pour la construction de la centrale de 56 MW en solaire, la construction des lignes de transport d'électricité et leurs voies d'accès. « Après cette signature, nous allons démarrer les négociations avec les créanciers... Nous irons de ce fait pour matérialiser les contrats et ensuite procéder à un planning d'exécution du chantier, sinon du projet », a-t-il expliqué.

**Gloria Imelda Lossele**

## GESTION DES DÉCHETS

### Des recommandations à transmettre au chef de l'Etat

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) va transmettre les recommandations des assises de la rencontre citoyenne qui a eu pour thème « Quelles stratégies durables à mettre en place par les pouvoirs publics pour une gestion efficace des déchets solides » au président de la République, Denis Sassou N'Gusso.

L'annonce a été faite par la présidente de l'institution, Emilienne Raoul, qui recueillera les propositions et les avis synthétisés pour les transformer en un plan d'action concret. Ce plan d'action, qui concerne Brazzaville et Pointe-Noire, a-t-elle indiqué, est destiné à éclairer et à consolider les recommandations du Conseil économique, social et environnemental sur la gestion des déchets. Celui-ci sera transmis aux plus hautes autorités de l'État : le chef de l'État, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, ainsi qu'au Premier ministre.

Les travaux sur les assises de la rencontre citoyenne étaient organisés du 20 au 21 mars à Brazzaville par le CESE avec la participation des acteurs de la société civile, les membres du gouvernement, les représentants des Conseils, les experts environnementaux et les organisations non gouvernementales. Ce dialogue constructif entre les parties prenantes du secteur et la société civile consistait à reconsidérer la situation actuelle de crise dans la gestion des déchets et d'imaginer des mécanismes innovants, efficaces, économiques et intégrés. Signalons qu'au terme de ces travaux, le CESE s'est engagé à jouer pleinement son rôle de suivi des politiques publiques en formulant des recommandations pour améliorer la gestion des déchets.

F.I.

## TRAFIC DES PEAUX DE PANTHÈRES

### Deux personnes interpellées à Dolisie

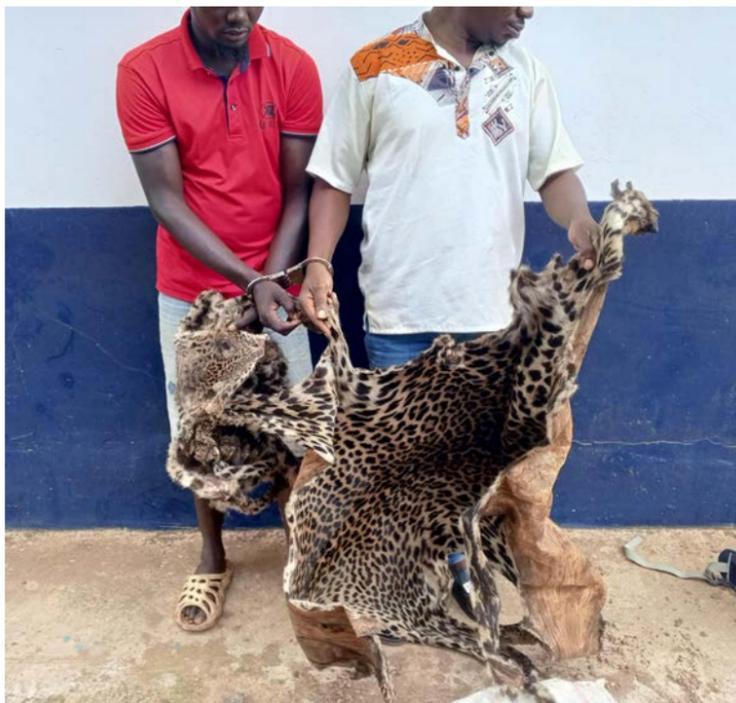
La gendarmerie nationale, en collaboration avec les agents de la direction départementale de l'Economie forestière et bénéficiant de l'appui technique du Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage (PALF), a interpellé, le 22 mars à Dolisie, chef-lieu du département du Niari, des présumés délinquants fauniques âgés de plus de 30 ans en possession de deux peaux de panthères.

Les délinquants fauniques interpellés seraient des habitants de la ville de Mossendjo. Ils ont reconnu les faits qui leur sont

reprochés, à savoir la détention, la circulation et la tentative de commercialisation de deux peaux de panthères, espèce

animale intégralement protégée. Ils vont répondre de leurs actes devant la justice congolaise et risquent des peines allant de deux à cinq ans d'emprisonnement ferme ainsi qu'une amende pouvant atteindre cinq millions de FCFA conformément à la loi.

La panthère est parmi les espèces animales intégralement protégées, conformément à la loi 37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées en République du Congo. L'article 27 de cette loi stipule : « L'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits ; sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts, pour les besoins de la recherche scientifique ou à des fins de reproduction ».



Deux présumés trafiquants des peaux de panthères/DR

**Fortuné Ibara**

REPUBLICQUE DU CONGO



COMITE NATIONAL  
ECONOMIQUE ET FINANCIER  
Secrétariat Général  
Boite Postale : 126  
**Brazzaville**

REUNION DU 21 MARS 2025

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité National Economique et Financier du Congo (CNEF) a tenu sa première session ordinaire, le 21 mars 2025, dans les locaux de la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à Brazzaville, sous la présidence de Monsieur Christian YOKA, Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public. Cette session a également connu la participation de Monsieur Bruno Jean Richard ITOUA, Ministre des hydrocarbures, de Monsieur Ludovic NGATSE, Ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration Régionale, de Monsieur Marcel ONDELE, Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et, par visioconférence, de Monsieur Yvon SANA BANGUI, Gouverneur de la BEAC, de Monsieur Michel DZOMBALA, Vice-Gouverneur de la BEAC, de Monsieur Salvador AYINGONO, Secrétaire Général de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) et de Monsieur Louis BANGA NTOLO, Directeur Général de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC).

Monsieur Serge Dino Daniel GASSACKYS, Secrétaire Général du CNEF du Congo, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Au cours de cette séance, le Comité a d'abord pris connaissance de la conjoncture économique internationale, sous régionale et nationale au titre de l'année 2024, ainsi que des perspectives pour l'année 2025. Ensuite, il a examiné l'évolution des différents modes de financement de l'économie congolaise au cours de la période sous revue.

Sur le plan international, le Comité a noté que la situation économique mondiale reste principalement marquée par la baisse de la demande et l'assouplissement des politiques monétaires des principales Banques centrales. Ainsi, les Perspectives de l'économie mondiale, publiées en janvier 2025, par le Fonds Monétaire International (FMI), estiment la croissance mondiale du PIB réel à 3,2% en 2024, contre 3,3% en 2023. Pour l'année 2025, ce taux serait de 3,3%.

Sur le plan sous régional, la BEAC table sur une progression de l'activité économique de 3,0% en 2024, contre 1,9% en 2023, portée par la reprise dans le secteur pétrolier (+0,6% contre -2,7% en 2023) et le dynamisme dans le secteur hors pétrole (+3,4% après +2,8% en 2023). L'inflation reviendrait à 4,5% en 2024 contre 4,8% en 2023, en raison principalement de la résistance à la baisse des prix de certains produits importés et des effets des changements climatiques.

Sur le plan national, selon les données provisoires de la BEAC, la croissance de l'activité économique en 2024 se situerait à 0,9%, contre 1,9% en 2023, en lien avec une décélération enregistrée dans le secteur pétrolier, en dépit de la bonne tenue du secteur hors pétrole. Sur le front des prix, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'établirait à 3,1% en 2024, contre 4,3% en 2023 consécutivement à la normalisation progressive des circuits d'approvisionnement au niveau international. En perspective, le taux de croissance du PIB réel devrait se situer à 4,4% en 2025, avant de ressortir à 4,6% en 2026 et 5,2% en 2027.

Examinant les différents modes de financement de l'économie congolaise, le Comité a relevé qu'au 31 décembre 2024, malgré une hausse des dépôts de 8,5% à 2 723,7 milliards, le système bancaire a enregistré une baisse de 2,9% des crédits bruts à l'économie à 1 587,6 milliards FCFA et de 2,2% des créances en souffrance à 261,7 milliards FCFA. Le marché des valeurs du trésor affiche un encours de 2 623,4 milliards FCFA à fin décembre 2024, en hausse de 15,43% en glissement annuel. Cet encours est composé à 76,21% d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA).

Ensuite, le Comité a pris acte de l'exécution du budget de son Secrétariat Général pour l'exercice 2024.

Le Comité a tenu à exprimer ses félicitations au Gouvernement pour la validation par le Conseil d'Administration du FMI, le 12 mars 2025, de la sixième revue du programme économique et financier, appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et l'a encouragé à poursuivre la consolidation des réformes structurelles afin de renforcer la résilience de l'économie nationale.

Enfin, le Comité a pris connaissance des décisions prises par les différents organes de la CEMAC, notamment l'entrée en vigueur du règlement CEMAC relatif à l'agrément unique des établissements de crédit.

Fait à Brazzaville, le 21 mars 2025

Le Président du CNEF,

Christian YOKA

## COLONISATION

## Alger prépare une loi visant à criminaliser la France

Les relations entre Alger et Paris restent tendues. Outre l'immigration, les échanges achoppent sur les questions mémorielles.

Alger s'en prend souvent aux conséquences de la période coloniale française entre 1830 et 1962. Elle s'apprête à franchir le cap en préparant une loi visant à criminaliser la colonisation. Le président de l'Assemblée nationale, Brahim Boughali a annoncé la création d'une commission ad hoc chargée d'élaborer le projet. « *Tous les moyens nécessaires seront mis à la disposition de cette commission pour accomplir ses missions. Elle pourra faire appel à toutes les compétences, aux experts et aux juristes par les questions mémorielles et les crimes commis contre l'Algérie, l'Homme et l'Histoire durant la période 1830-1962* », peut-on lire dans

un communiqué. L'initiative s'inscrit dans un climat de tensions diplomatiques croissantes entre l'Algérie et la France son ancien colonisateur. Les deux pays sont à leur plus bas niveau depuis l'indépendance en 1962.

La reconnaissance par Paris de la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental a été perçue par Alger comme une trahison, exacerbant les dissensions. S'ajoute à cela le contentieux migratoire, avec le refus de l'Algérie d'accueillir certains de ses ressortissants expulsés et la menace française de réviser l'accord de 1968. La situation qui s'est encore envenimée avec l'arrestation d'influen-



ceurs algériens en France et l'incarcération en Algérie de l'écrivain Boualem Sansal. La mémoire coloniale reste un sujet de discord majeur. En septembre 2021, Emmanuel Macron avait accusé le « système politico-militaire » algérien d'entretenir « une rente mémorielle », des propos qui avaient provoqué une crise diploma-

tique, conduisant au rappel de l'ambassadeur d'Algérie à Paris. Pourtant, un signe d'apaisement semble émerger. Récemment, le président algérien a réaffirmé un dialogue avec son homologue français. « *Nous travaillons ensemble. Il y a eu, c'est vrai, un moment d'incompréhension, mais il reste*

le président de la République française. Tous les problèmes doivent se régler avec lui ou avec la personne qu'il délègue », a-t-il déclaré. Une ouverture que Paris perçoit comme un geste de détente. Pour l'heure, Paris n'a pas officiellement réagi au projet algérien de criminalisation de la colonisation.

**Noël Ndong**



**PROJET DE PROTECTION SOCIALE  
ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES**

**PSIPJ**

**COMMUNIQUE**

Le coordonnateur du **Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ)**, informe **les jeunes vulnérables déscolarisés de Brazzaville et Pointe Noire** ayant confirmé leur disponibilité au projet pour apprendre un métier que les listes des jeunes sélectionnés sont disponibles.

Ces listes sont affichées dans les arrondissements, les Circonscriptions d'Action Sociale (CAS), le CEFA des métiers de service de Brazzaville, le CEFA des métiers de maintenance industrielles de Pointe noire.

Les jeunes sont invités à les consulter tous les jours du **21 au 31 mars de 08h à 16h**.

Fait à Brazzaville, le **24.03.2025**

Le Coordonnateur,



**Antoine Régis NGAKEGNI**



## LA FONDATION MTN CONGO OFFRE DU MATÉRIEL ARATOIRE + ET UN LOT DE LIVRES À LA MAIRIE DE DOLISIE.

La Fondation MTN Congo a remis à la mairie de Dolisie un lot de livres et un ensemble de matériels essentiels, incluant brouettes, pelles, gants, masques et fourches, lors d'une cérémonie officielle en présence de plusieurs personnalités de la ville de Dolisie. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des efforts de la Fondation pour soutenir les communautés locales et promouvoir un développement durable.

### Réponse concrète aux défis de l'assainissement et de l'éducation

Organisée à la suite d'une demande de la mairie de Dolisie, la cérémonie a rassemblé des autorités locales, des représentants de la Fondation MTN Congo et des dolisiens. Consciente des enjeux de l'assainissement et de l'éducation, la Fondation a fourni un lot de livre pour la bibliothèque de la ville et des équipements pour renforcer les capacités des services d'assainissement de la ville.

Au nom de Monsieur Mohammed RUFAl, Président Exécutif de la Fondation MTN, Mme Vanessa TSOUMA, Directrice Exécutive de ladite Fondation a souligné dans son allocution : « L'assainissement est crucial pour la santé et le développement. Ce don reflète notre engagement à servir nos communautés ».



### Engagement aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD)

Cette action soutient les ODD des Nations Unies, notamment l'objectif 6.2, qui vise à assurer l'accès à l'assainissement et à l'hygiène pour tous d'ici 2030. Une contribution de la Fondation à l'amélioration des conditions de vie et à la promotion d'un environnement sain.

En rappelant que l'assainissement est un droit fondamental, Mme TSOUMA a appelé à une collaboration entre autorités, organisations et citoyens. « Un environnement propre est l'affaire de tous. » a-t-elle précisé.

### Appel à une responsabilité collective

L'appel à la responsabilité collective au cours de cette cérémonie est également un encouragement aux habitants à s'impliquer dans l'effort d'assainissement avec pour objectif de faire ensemble de Dolisie, un modèle de propreté et de durabilité.

Exprimant sa gratitude, Marcel KOUS-SIKAMA, Maire de Dolisie, a réaffirmé l'engagement de la ville à améliorer les conditions de vie.

### Vers un avenir de collaboration et de progrès

Cette remise de matériel illustre l'engagement de la Fondation à soutenir le développement communautaire. L'initiative a le mérite de contribuer à mieux équiper Dolisie pour relever les défis de l'assainissement et offrir un cadre de vie amélioré à ses habitants. Elle incarne une vision commune d'un avenir où la collaboration et la responsabilité sont essentielles. Énième démonstration que le développement durable, pour la Fondation MTN Congo, passe par des actions concrètes et un engagement envers les communautés.





Brazzaville, le 25 mars 2025

## Air France renforce sa desserte du Congo et assurera cet été jusqu'à 10 vols par semaine entre Paris-Charles de Gaulle et Brazzaville

- La compagnie propose le programme de vols le plus important de son histoire de/vers le Congo.
- 3 vols directs reliant Paris-Charles de Gaulle à Brazzaville seront ajoutés chaque semaine à compter du 16 juin 2025, permettant d'offrir jusqu'à 10 liaisons hebdomadaires entre les deux capitales cet été.
- Pointe-Noire sera quant à elle desservie 3 fois par semaine.
- Air France poursuit par ailleurs son engagement aux côtés d'associations locales, via la Fondation Air France.

Présente au Congo depuis 1934, Air France détient le record de la compagnie desservant l'Afrique centrale depuis le plus longtemps. Elle a construit au fil des décennies une relation forte avec la population, renforcée par une présence ininterrompue aux côtés des Congolais.

### Un programme de vols renforcé entre Paris-Charles de Gaulle et Brazzaville cet été

Afin de répondre à la forte demande de voyage de et vers le Congo, Air France augmentera cet été la fréquence de ses vols directs entre Paris Charles de Gaulle et Brazzaville.

Ainsi à compter du 16 juin 2025, la compagnie proposera chaque semaine 3 vols supplémentaires, directs à l'aller comme au retour, entre Paris Charles de Gaulle et Brazzaville. Ces vols seront assurés en Airbus A330-200 de 224 sièges dont 36 en cabine Business, 21 en Premium et 167 en Economy.

Air France assurera ainsi 10 vols hebdomadaires entre Paris et Brazzaville cet été, dont 7 opérés en avions de nouvelle génération (Airbus A350 et en Boeing 787) :

-Au départ de Paris Charles de Gaulle vers l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville : 7 vols directs et 3 vols effectués via Kinshasa.

-Au départ de l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville vers Paris Charles de Gaulle : 6 vols directs et 4 vols effectués via Kinshasa.

Outre Brazzaville, Air France dessert au Congo Pointe-Noire. 3 vols directs seront proposés cet été, assurés en Airbus A330-200 disposant de 224 sièges dont 36 en cabine Business, 21 en Premium et 167 en Economy.

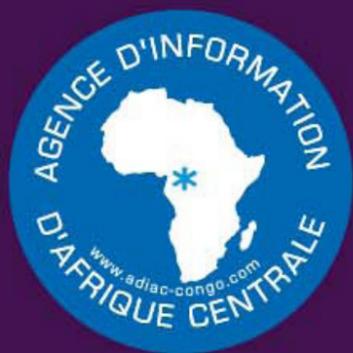
Grâce au renforcement des liaisons de/vers Brazzaville, ce programme de vols est le plus ambitieux de l'histoire d'Air France. Au départ de Paris-Charles de Gaulle, les clients congolais pourront effectuer des correspondances vers le vaste réseau mondial d'Air France.

### La Fondation Air France

A travers sa Fondation, Air France s'investit de longue date aux côtés d'associations congolaises, telles que Pot@maï, qui œuvre pour la formation professionnelle en éco-tourisme de jeunes de l'Île Mbamou et rend possible l'accès à l'eau potable sur le village de Loubassa grâce à la mise en place d'une hydrolienne.

Depuis 1996, la Fondation Air France a apporté son soutien à 23 projets au Congo, témoignant de son engagement en faveur du développement et de la solidarité.

**Service de Presse Air France : +33 (0)1 41 56 56 00 - corporate.airfrance.com - X: @AFnewsroom**



# TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

## ▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso  
Brazzaville, République du Congo

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)



## SOMALIE

## L'Union africaine lance un appel pour financer les efforts de paix

Le président nouvellement élu de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a appelé, le 26 mars, la communauté internationale à financer les efforts de stabilisation en Somalie.

Venant d'achever sa première visite dans ce pays depuis sa prise de fonction, il a souligné les graves insuffisances de financement de la Mission d'appui et de stabilisation de l'UA en Somalie (AUSSOM) et a appelé à un engagement renouvelé en faveur des efforts de paix et de stabilisation du pays, a indiqué mardi la mission de l'UA dans un communiqué publié à Mogadiscio, la capitale somalienne.

«J'ai déjà commencé à Addis-Abeba (siège de l'UA) à parler à certains de nos partenaires pour que la Somalie ne soit pas abandonnée. La Somalie reste le centre d'intérêt de la communauté internationale», a assuré M. Youssouf.

Il s'est engagé à dialoguer avec les partenaires internationaux de la Somalie et a souligné l'importance d'un soutien durable à la Somalie dans sa lutte contre les shebab.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec le président somalien Hassan Sheikh Mohamoud, M. Youssouf a jugé que l'AUSSOM se trouvait dans une période de transition. «Je tiens à souligner



Mahmoud Ali Youssouf

ici que ces défis peuvent être relevés. Mais nous avons besoin d'un engagement, d'une implication et du soutien de la communauté internationale», a-t-il dit.

M. Youssouf a ajouté que le

moment n'était pas venu de se retirer de la Somalie et que la stabilité et la sécurité de ce pays profitaient non seulement à la population, mais aussi à l'ensemble de la communauté internationale.

Le président de la Commission de l'UA a également souligné le rôle crucial du soutien international dans la prévention de la piraterie dans le golfe d'Aden, le cap Guardafui et la mer de Somalie.

Le président somalien s'est dit pour sa part optimiste quant à la possibilité de surmonter les défis auxquels est confrontée l'AUSSOM grâce à une collaboration avec la nouvelle direction de la Commission de l'UA, affirmant que son pays s'était avéré une expérience et une expérimentation très réussies pour la quête de l'UA de solutions africaines aux problèmes africains.

«Il a été prouvé que c'était (...) faisable. L'Afrique peut résoudre ses propres problèmes, bien sûr, avec le soutien de la communauté internationale», a dit M. Mohamoud.

Le représentant spécial par intérim du secrétaire général des Nations Unies pour la Somalie, James Swan, a réaffirmé de son côté l'engagement de l'organisation mondiale à poursuivre sa collaboration avec l'UA, affirmant que l'AUSSOM était indispensable.

«Elle joue un rôle essentiel non seulement en soutenant, mais aussi en encourageant les forces somaliennes en ce moment, et cela doit continuer», a martelé M. Swan.

## RDC

## Cinq anciens dirigeants africains nommés médiateurs du conflit

Une équipe élargie de cinq anciens dirigeants africains a été nommée pour assurer la médiation de la crise sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), selon un communiqué conjoint publié lundi.

La Communauté de l'Afrique de l'Est et la Communauté de développement de l'Afrique australe ont tenu un sommet virtuel lundi, annonçant que l'équipe comprend l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta, l'ancien président sud-africain Kgalema Motlanthe, l'ancienne présidente de la République centrafricaine Catherine Samba Panza, et Sahle-Work Zewde, l'ancienne présidente de l'Éthiopie. Le sommet a tenu compte de l'égalité des sexes, des régions et des langues pour la nomination, et une séance d'information sera organisée dans les sept prochains jours, selon le communiqué.

Les combats entre le gouvernement de la RDC et le groupe rebelle du Mouvement du 23 mars (M23) se sont intensifiés ces derniers mois, le M23 ayant lancé des offensives majeures dans les provinces orientales du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

L'est de la RDC, riche en minerais, reste un point focal du conflit, avec divers groupes armés qui se disputent le contrôle de ressources telles que le coltan, l'étain, le tantalum et l'or.

Selon les Nations Unies, environ un million de personnes, dont quelque 400.000 enfants, ont été déplacées depuis la fin janvier 2025, et ce nombre devrait augmenter à mesure que les hostilités se poursuivent dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

## ETHIOPIE

## Plus de 7,2 millions d'enfants ne sont pas scolarisés en raison de l'insécurité

Plus de 7,2 millions d'enfants ne sont pas scolarisés en Éthiopie en raison des conflits et de l'insécurité, ce qui met en évidence une grave crise dans le secteur de l'éducation, s'est inquiété lundi le ministre de l'Éducation, Berhanu Nega.

Il a lancé cette alerte lors d'une réunion sur le thème de l'éducation, appelant à des solutions urgentes pour faire face à cette menace.

Les situations de conflit et d'insécurité «empoisonnent l'esprit

des enfants et des jeunes, entravant leur développement futur», a poursuivi le ministre, cité par la chaîne publique Fana.

Arega Kebede, président de la région Amhara (nord), a indiqué que sa région était l'une de celles

où un grand nombre d'enfants n'étaient pas scolarisés en raison de l'insécurité.

Selon lui, bien que l'exécutif régional ait initialement prévu d'inscrire 7 millions d'élèves pour l'année scolaire en cours, le nombre réel d'étudiants inscrits n'a été que de 2,8 millions.

M. Kebede a appelé à des efforts concertés pour réparer les dommages causés aux établissements d'enseignement de la région.

## Le Botswana enregistre une hausse des cas de paludisme

Le Botswana a enregistré une hausse significative des cas de paludisme au cours des quatre dernières semaines, a déclaré mardi le ministère de la Santé.

La hausse constatée dans ce pays d'Afrique australe est attribuée aux récentes fortes pluies, qui ont créé des conditions favorables à la reproduction des moustiques res-

ponsables de la transmission du paludisme, selon un avis public publié par Oratile Mfokeng-Sele, directrice par intérim des services de santé relevant du ministère.

Depuis que l'épidémie s'est déclarée dans le district de l'Okavango (nord-ouest), elle s'est propagée à plusieurs autres districts, y compris ceux de Ngami, Ghanzi, Chobe, Tutume et Boteti. Des cas de paludisme ont également été signalés dans des zones non endémiques, comme Ghanzi, Se-

rowe, Francistown, Gaborone et Mahalapye, d'après l'avis.

Le ministère surveille de près l'évolution de la situation et exhorte tous les établissements de santé publique à rester vigilants pour garantir des soins adéquats et une bonne gestion des cas suspects de paludisme. Le Botswana a connu plus tôt cette année de fortes pluies qui ont provoqué des inondations dans de nombreuses régions du pays.

Xinhua

## SANTÉ

# Le CNPP assuré de l'accompagnement du ministre de tutelle

Le ministre de la Santé, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel Roger Kamba, s'est engagé à accompagner le Centre neuro-psycho-pathologique de Kinshasa (CNPP) pour assurer une meilleure prise en charge des maladies mentales et soulager les Congolais qui en sont affectés, en particulier en cette période marquée par l'agression rwandaise.

Le ministre Samuel Roger Kamba a fait part de sa volonté au cours d'une conférence axée sur le thème «Santé du cerveau, santé mentale : piliers stratégiques pour le développement du Congo» organisée dans le cadre de la Semaine dédiée à la célébration du cinquantième du CNPP.

Prenant la parole pour la circonstance, il a reconnu l'importance de la santé mentale et du bien-être psychologique comme des éléments essentiels pour le développement de la République démocratique du Congo. Il a particulièrement mis en lumière l'impact de la malnutrition sur le développement cérébral des enfants, précisant que les mille premiers jours de la vie sont cruciaux pour le développement cognitif. «Une malnutrition prolongée pendant cette période peut réduire de 30% la capacité d'apprentissage, affectant ainsi durablement l'avenir de l'enfant et, par extension, celui de la nation», a-t-il fait remarquer.

Le ministre a rappelé que



Le ministre de la Santé, le Dr Samuel Roger Kamba / Adiac

le CNPP, en tant qu'institution phare dans la prise en charge des troubles neuropsychiatriques, doit non seulement célébrer ses 50 ans d'existence, mais aussi se préparer pour l'avenir en renforçant ses capacités diagnostiques. À cet égard,

il a insisté sur la nécessité de moderniser le CNPP, notamment par l'acquisition d'outils d'imagerie médicale comme l'IRM, afin de permettre un diagnostic plus précis des pathologies cérébrales.

En outre, Samuel Roger

Kamba a évoqué les conséquences dramatiques des crises, notamment les traumatismes psychologiques subis par la population déplacée. Il a salué l'engagement du CNPP dans la réhabilitation de ces personnes et a réaffirmé le rôle

central du centre dans la prise en charge de la santé mentale, en particulier dans un contexte marqué par des traumatismes cognitifs multiples.

## L'importance d'une formation continue

Le ministre de la Santé, Hygiène et Prévoyance sociale a également insisté sur l'importance de la formation continue des prestataires de soins, précisant que des professionnels bien formés sont indispensables pour offrir une prise en charge de qualité. Il a souligné que l'avenir du CNPP dépendra de la capacité collective à pérenniser son fonctionnement et à garantir l'accessibilité aux soins pour tous ceux qui en ont besoin. Il a exprimé la reconnaissance et le soutien du gouvernement congolais au CNPP, soulignant que l'État s'engage à fournir les ressources nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de ce centre et renforcer les efforts pour améliorer la santé mentale à travers tout le pays.

**Blandine Lusimana**

## SANCTIONS EUROPÉENNES CONTRE LE RWANDA

# Sama Lukonde en Europe pour en faire le suivi

Le président du Sénat, Sama Lukonde, séjourne depuis quelques jours en France, première étape d'une tournée européenne destinée à accompagner la matérialisation des sanctions de l'Union européenne prises récemment contre le Rwanda. Il s'agit pour le speaker de la chambre haute du Parlement de faire le suivi desdites sanctions afin de s'assurer de leur application effective.

Première personnalité européenne à avoir échangé avec l'officiel congolais, le président du Sénat français, Gérard Larcher. Les deux personnalités ont échangé le 25 mars à Paris, notamment sur la question principale de l'insécurité dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). « Mais c'est le suivi que nous sommes venus faire ici, après la résolution 2773 qui a été votée à l'unanimité au Conseil de sécurité avec l'appui de la France, allant dans le sens de la condamnation du

Rwanda et ses supplétifs du M23 et de tout ce qui se fait dans l'Est de la République démocratique du Congo », a précisé Sama Lukonde à la presse française.

Au-delà de l'aspect purement bilatéral de cette rencontre, le président du Sénat congolais a sollicité l'appui des partenaires à la mise en œuvre des résolutions et des sanc-

tions contre le Rwanda, ce à quoi son homologue français a promis de s'impliquer activement. « Nous pensons que c'est l'une des voies qui va nous permettre d'arriver à la résolution de ce conflit tel que cela a été dicté par les différentes communautés auxquelles nous faisons partie, notamment l'Union africaine, la Sadc, l'EAC,

l'ONU, et même de l'Union européenne qui est venue aussi en appui aux sanctions qui ont été prises », a indiqué Sama Lukonde.

De son côté, le président du Sénat français, qui n'a cessé de rappeler que la RDC était le pays francophone le plus peuplé au monde, a rassuré le peuple congolais de la solidarité de son institution et de

son attachement indéfectible à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la RDC. « Notre pays, la France, en particulier, a fait adopter, à l'unanimité du Conseil de sécurité des Nations unies, la résolution 2773 condamnant les offensives du M23 et AFC. Appelons au cessez-le-feu et au retrait immédiat des troupes rwandaises du territoire de la RDC. Nous tenons à rappeler avec force : la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC ne sont pas négociables », a martelé Gérard Larcher.

**Sylvain Andema**

**« Nous pensons que c'est l'une des voies qui va nous permettre d'arriver à la résolution de ce conflit tel que cela a été dicté par les différentes communautés auxquelles nous faisons partie, notamment l'Union africaine, la Sadc, l'EAC, l'ONU, et même de l'Union européenne qui est venue aussi en appui aux sanctions qui ont été prises »,**

## SUSPENSION DE LA FÉCOFOOT

# La Fifa demeure stricte quant au respect des recommandations

La Fédération internationale de football association (Fifa) a répondu, le 25 mars, au ministre des Sports, Hugues Nguélondé, conditionnant la levée de la suspension infligée à la Fédération congolaise de football (Fécofoot) au respect strict de toutes les recommandations formulées dans le courrier du 6 février actant la suspension.

La Fifa a salué les efforts du ministère des Sports et sa coopération afin, a-t-elle dit, « d'achever nos objectifs communs pour le football congolais. » La commission ad hoc a libéré le siège de la Fécofoot qu'elle occupait illégalement en remettant les clefs au ministère des Sports qui les a remises ensuite entre les mains de deux huissiers de la justice (Le sien et celui de la Fécofoot). L'interdiction d'accès au Centre technique d'Ignié a été levée.

Mais, pour la Fifa, la situation demeure à ce jour inchangée parce qu'elle prône l'indépendance dans la gestion des affaires par le Comité exécutif de la Fécofoot tout en insistant pour que la procédure soit menée par la Fécofoot. « Après analyse des éléments reçus, nous sommes de l'avis que les conditions de la levée de la suspension,

telles que décidées par le bureau du Conseil de la Fifa le 6 février 2025 (voir en annexe courrier adressé à la Fécofoot à cet égard) ne semblent pas encore remplies. Par ailleurs, veuillez noter que cette procédure doit être menée sous l'égide de la Fécofoot, tenue par la Fifa de gérer ses affaires en toute indépendance en bonne collaboration bien sûr avec votre ministère », a répondu la Fifa à la correspondance du ministre du 7 mars ainsi qu'à ses courriels reçus les 17 et 21 mars.

La Fifa précise, en outre, qu'elle attend une communication officielle de la Fécofoot comprenant une mise à jour globale sur la situation et des preuves plus détaillées et concrètes attestant que toutes les conditions pour la levée de la suspension

sont pleinement remplies. « Nous comptons sur votre coopération et soutien continu afin de permettre à la Fécofoot d'assurer que ses affaires courantes sont gérées sans influence indue de la part de tiers et l'aider à obtenir les documents et preuves nécessaires », a poursuivi la Fifa. Concernant l'aspect financier, la Fifa affirme avoir pris en compte des informations et a tranché qu'elle fera elle-même les contrôles nécessaires. « Finalement, nous vous prions de bien vouloir noter que la Fifa reconnaît en l'état uniquement M. Jean Guy Blaise Mayolas et son Comité exécutif comme organe exécutif légitime de la Fécofoot », a conclu Elkhan Mammadov, directeur de la division associations membres de la Fifa.

James Golden Eloué

## COUPE DU MONDE FIFA 2026

# Les premiers qualifiés à la phase finale

La Coupe du monde 2026 qui se tiendra du 11 juin au 19 juillet sera la première à se disputer avec 48 équipes. Outre les États-Unis, le Mexique et le Canada, trois pays hôtes qui bénéficient de leur statut et sont déjà qualifiés pour leur Mondial, la phase éliminatoire a révélé les premières tendances.

L'Argentine, le Japon, l'Iran et la Nouvelle Zélande sont les quatre premières sélections qualifiées. L'Argentine caracole seule en tête du groupe unique de la zone Amérique du Sud et s'est qualifiée grâce à sa brillante victoire 4-1 devant le Brésil. L'Albi céleste compte 31 points.

Les Japonais, quant à eux, étaient les premiers à valider leur ticket en dehors des pays hôte en battant, le 20 mars, Bahreïn sur un score de 2-0. L'Iran s'est qualifié pour la quatrième fois consécutive à la phase finale de la Coupe du monde après son match nul, 2-2, contre l'Ouzbékistan, le 25 mars à Téhéran, lors des qualifications de la zone Asie. La Nouvelle Zélande a arraché sa qualification en battant la Nouvelle-Calédonie 3-0. Il reste 41 places à prendre après ces sept sélections.

J.G.E.

### COMMUNIQUÉ – TASA EES SARL

#### Grande compétition en Intelligence Artificielle et Machine Learning

Dans le cadre de son engagement pour l'innovation, TASA, startup fintech créée par le CACSUP/ECES, lance une compétition exceptionnelle destinée aux étudiants de 3<sup>e</sup> année en Datascience de l'École Communautaire de l'Enseignement Supérieur (ECES).

Sont concerner les anciens étudiants de l'ECES et tout autres étudiants des écoles et universités du pays.

Ce concours vise à récompenser les meilleures idées de projets en Intelligence Artificielle et Machine Learning pour répondre aux défis actuels dans divers domaines :

- Santé : Détection de maladies, imagerie médicale
- Finance : Prédiction des tendances, lutte contre la fraude
- Agriculture : Optimisation des cultures, analyse des sols
- Transport : Gestion intelligente des trajets, véhicules autonomes
- Marketing & Publicité : Analyse des tendances, segmentation clients
- Énergie, Éducation et bien plus encore !

#### Pourquoi participer ?

- Jusqu'à 30 000 FCFA pour les 15 meilleurs idées de projets !
- Une opportunité unique de mettre en pratique vos compétences et de présenter votre projet devant des experts du domaine !
- Une visibilité et des perspectives de carrière dans le secteur technologique en pleine expansion !

#### Comment participer ?

- Inscription ouverte jusqu'au 31 mars 2025
- Soumettez votre projet sur : <https://projets.tasa.pro>
- Contact & infos : [projets@projets.tasa.pro](mailto:projets@projets.tasa.pro)

TASA vous invite à révéler votre talent et à faire avancer l'innovation en Intelligence Artificielle !



## ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE



**LIBRAIRIE**  
LES MANGUIERS

**UN ESPACE DE VENTE**  
**UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA**  
**LITTÉRATURE**  
**CLASSIQUE**

**AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE**

Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, et plus encore...

**UN ESPACE CULTUREL**  
**POUR VOS MANIFESTATIONS**

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



**HORAIRES**  
**D'OUVERTURE**

Du lundi au  
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Gusso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

LES 72 HEURES DU MAYOMBE ECORUN

# Le maillot officiel de la 3<sup>e</sup> édition dévoilé

Les organisateurs de la troisième édition de la marche sportive et de l'écotourisme, les «72 heures du Mayombe Ecorun», ont officiellement dévoilé, le 25 mars en présence de la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan Nonault, le maillot de cette activité qui réunira, en fin avril, des centaines des participants autour de la promotion sportive et de la protection de la nature.

Le maillot de la troisième édition du grand événement sportif «72 heures du Mayombe Ecorun» est désormais connu et disponible au marché situé sur la voie piétonne à côté de l'hôtel Saphir. Cette marche sportive, qui combine la protection de l'environnement, la détection de talents et la pratique de certaines disciplines de l'athlétisme, se tiendra sur le thème «*Courons et marchons pour la préservation de la forêt et des peuples autochtones*». Elle se déroulera en deux étapes, du 25 au 27 avril, sur une distance de 100 km. La première étape concerne Malélé-Pounga puis Pounga-Dolisie. Organisée par l'association multisports Lion d'or, la troisième édition des «72 heures du Mayombe Ecorun» mettra aussi en avant le rôle du peuple autochtone dans la protection de l'environnement.

Le président de l'association multisports Lion d'or, José Cyr Ebina, a présenté les avantages et les particularités de cette édition. Devant la ministre Arlette Soudan Nonault et autres partenaires, il a détaillé le design puis tout le décor du maillot. «*Nous sommes déjà à plus d'une centaine de participants et les inscriptions se pour-*



Le dévoilement du maillot Adiac

suivent. Cet événement sportif est en même temps l'expression de notre engagement à l'appel du président de la République », a déclaré José Cyr Ebina.

Pour lui, cette activité qui se déroulera avec l'assistance de la Fédération d'athlétisme s'inscrit dans le cadre de la marche athlétique de vitesse ou la course qui se pratique sur des distances de moins de 50 km et la marche athlétique de fond qui concerne les distances au-delà de 50 km. Il a,

par ailleurs, indiqué que le sport est considéré comme un outil puissant favorisant la cohésion sociale, la santé et le bien-être. Le développement durable, a-t-il dit, est non seulement un facteur de bien-être pour les générations d'aujourd'hui et de demain, mais aussi un enjeu majeur pour l'avenir de la planète. Le président du Lion d'or s'appuie sur les initiatives des autorités congolaises pour contribuer à la préservation de l'environnement.

### Une initiative qui cadre avec la politique nationale

Appréciant le dynamisme du comité d'organisation, la ministre Arlette Soudan Nonault a expliqué que cette initiative cadre avec la politique des autorités congolaises. «*Vous voulez concilier le sport et la nature, c'est une très bonne chose puisque le président de la République qui est à la tête de la commission Climat du bassin du Congo est en train de lancer une radio-télévision du bassin*

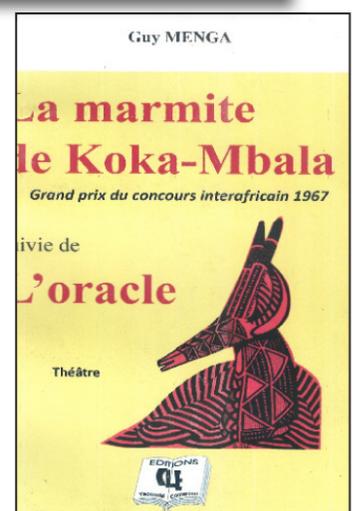
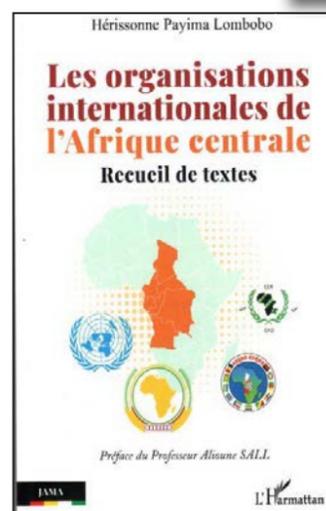
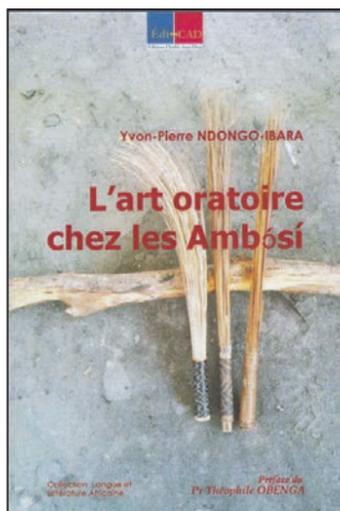
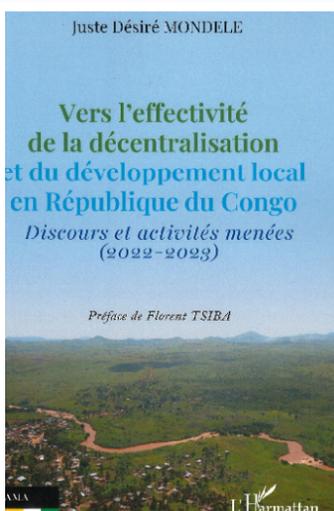
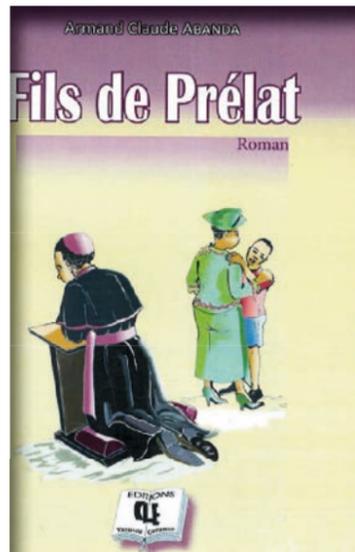
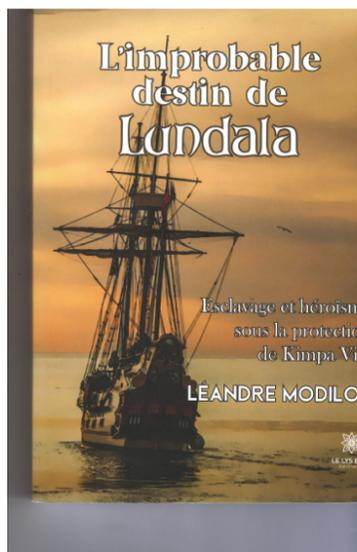
du Congo afin d'intensifier la sensibilisation. Vous nous emmenez dans un endroit emblématique de la République du Congo, le Mayombe, qui constitue l'un des poumons verts de notre pays et vous y menez une activité sportive. Il nous faut être en bonne santé pour bien protéger ces écosystèmes », a-t-elle indiqué.

Des activités liées au développement durable sont associées à la marche sportive, comme la sensibilisation et le planting de 500 arbres par les coureurs, marcheurs, organisateurs et public. Un hommage au peuple autochtone est aussi prévu à travers une soirée culturelle. Des prix et diverses récompenses seront donnés à quelques participants. Les partenaires et prétendants participants qui veulent relever ce défi sont invités à se rendre au village dédié pour la circonstance pour plus d'informations. La fondation Ebina s'est engagée à actroyer des bourses sports-études pour une durée de quatre ans pour les deux enfants (trois filles et garçons) qui remporteront les courses à pied de trois kilomètres qui seront organisées à chaque étape.

Rude Ngoma



## EN VENTE



## ELECTION À L'UNESCO

## Denis Christel Sassou N'Guesso reçoit le candidat Firmin Édouard Matoko

Firmin Édouard Matoko, candidat officiel de la République du Congo au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), s'est rendu à Brazzaville pour les consultations administratives requises auprès des autorités congolaises relevant de sa hiérarchie.

Firmin Édouard Matoko Le candidat congolais au poste de directeur général de l'Unesco a été reçu en audience, le 25 mars, par Denis Christel Sassou N'Guesso, ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé. La rencontre s'est inscrite dans le cadre des consultations menées par le candidat en vue de sa campagne pour cette élection d'envergure internationale, a-t-on appris.

Au cours des échanges, Firmin Édouard Matoko a présenté en primeur au ministre, avant le grand oral du 9 avril devant les membres du Conseil exécutif de l'Unesco, les grandes lignes de sa stratégie de campagne, ainsi que les enjeux de cette élection pour la République du Congo. Il a également



Firmin Edouard Matoko lors de la réception au ministère de la Coopération internationale de la République du Congo

**Au cours des échanges, Firmin Édouard Matoko a présenté en primeur au ministre, avant le grand oral du 9 avril devant les membres du Conseil exécutif de l'Unesco, les grandes lignes de sa stratégie de campagne, ainsi que les enjeux de cette élection pour la République du Congo.**

sollicité le soutien du gouvernement congolais afin d'appuyer sa candidature sur la scène diplomatique et institutionnelle.

Cet exercice en guise de tour de chauffe a été également effectué auprès du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, l'ambassadeur Guy Nestor Itoua.

Firmin Édouard Matoko, actuel sous-directeur général pour la priorité Afrique et les relations extérieures de l'Unesco, fonction qu'il exerce depuis 2016, se mettra en retrait à partir du 1<sup>er</sup> avril prochain. Par la suite, fort de son expérience, il pourra se consacrer à la campagne et ambitionner d'apporter une vision dynamique et inclusive à la tête de cette organisation onusienne.

Marie Alfred Ngoma

## POÈTES EN RÉSONANCES

## L'événement accueille Gabriel Mwènè Okoundji et Sara Bourre

Pour le rendez-vous mensuel de cette fin mars proposé par Naima Taleb, directrice artistique, et Seyhmus Dagtekin, poète, romancier et membre de la Compagnie Résonances, les poètes Gabriel Mwènè Okoundji et Sara Bourre, accompagnés de la musicienne Lola Malique, seront à l'honneur.

Le 28 mars à 20h, le dernier vendredi du mois, le poète Gabriel Mwènè Okoundji sera accueilli par la Compagnie Résonances à l'occasion de son entrée dans la prestigieuse collection Poésie/Gallimard. Avec lui, Sara Bourre pour la sortie de son livre Chambre 908 chez Le Castor Astral. Ce duo de poètes sera accompagné par la musicienne Lola Malique avec sa merveilleuse musique.

L'entrée est libre et un accueil est prévu pour les enfants. Les organisateurs s'attendent à partager avec le public un moment de poésie et de convivialité au cours d'une soirée qui se poursuivra autour d'une collation festive.

Gabriel Mwènè Okoundji, né au Congo et auteur d'une vingtaine de livres, est unanimement reconnu comme une des grandes voix de la poésie africaine francophone des dernières décennies. Son œuvre,

fluide et d'une magnifique clarté, est une fervente quête des origines naturelles et mythiques, un écho de la parole ancestrale, un dialogue émouvant avec les ancêtres et les anciens, avec la terre première, non loin du chant de Senghor. Sa poésie a reçu de nombreux prix littéraires et a été traduite en plusieurs langues. L'Âme blessée d'un éléphant noir, suivi de Stèles du point du jour vient de sortir ce mois de mars dans la prestigieuse collection Poésie/Gallimard.

Sara Bourre, née à Paris, est écrivaine et comédienne. Elle est diplômée en lettres et en philosophie à la Sorbonne et en philosophie à la Sorbonne et s'est formée en parallèle au théâtre et à la danse-théâtre. Elle se produit régulièrement sur scène avec des musiciens, dans des projets où se croisent texte, matière sonore et visuelle. Maman, la nuit (éd. Noir sur Blanc, 2023) est son premier roman, écrit dans le cadre

**Poètes en Résonances**  
Poètes en Résonances  
Poètes en Résonances

**Compagnie Résonances**  
à le plaisir de vous compter

**Vendredi 28 mars à 20h**

à la soirée  
**Poètes en Résonances**

Lecture de  
**Gabriel MWÈNÈ OKOUNDJI** et **Sara BOURRE**  
accompagnés par **Lola MALIQUE**, musicienne.

La soirée se poursuivra autour d'une collation festive

Entrée libre au 8 rue Camille Flammarion 75018 Paris  
Métro Porte de Clignancourt - Bus 60, 95, 56, 137, 141, 166, 85  
- Tram T1b-Aspléqui-Croissant

**INVITATION**

**Gabriel MWÈNÈ OKOUNDJI**, né au Congo-Brazzaville et auteur d'une vingtaine de livres, est unanimement reconnu comme une des grandes voix de la poésie africaine francophone des dernières décennies. Son œuvre, fluide et d'une magnifique clarté, est une fervente quête des origines naturelles et mythiques, un écho de la parole ancestrale, un dialogue émouvant avec les ancêtres et les anciens, avec la terre première, non loin du chant de Senghor. Sa poésie a reçu de nombreux prix littéraires et a été traduite en plusieurs langues. *L'Âme blessée d'un éléphant noir*, suivi de *Stèles du point du jour* vient de sortir en mars 2025 dans la prestigieuse collection Poésie/Gallimard.

**Sara BOURRE**, née à Paris, est écrivaine et comédienne. Elle est diplômée en lettres et en philosophie à la Sorbonne et s'est formée en parallèle au théâtre et à la danse-théâtre. Elle se produit régulièrement sur scène avec des musiciens, dans des projets où se croisent texte, matière sonore et visuelle. *Maman, la nuit* (éd. Noir sur Blanc, 2023) est son premier roman, écrit dans le cadre du master de création littéraire de Paris VIII. Elle est également l'auteur de *À l'aurore, l'insolence* (Éditions du Cygne) et *La Favorite* (coll. « Vrilles », Zone Critique). *Chambre 908* sortira en avril 2025 aux éditions Le Castor Astral.

**Lola MALIQUE** obtient en 2016 un Master de violoncelle classique et se produit en solo au Brésil en 2017 puis au Maroc en 2018 où elle a été artiste en résidence à l'Institut Français. Elle compose notamment la musique du spectacle de Yoann Bourgeois au Panthéon dans le cadre du Théâtre de la Ville. En mai 2019, elle sort son premier album, le concert de sortie se tient à la Basilique de Saint-Denis. Lola Malique se produit actuellement en solo, en duo ou en ensemble avec le collectif Lovemusic et 20° dans le noir à travers la France et à l'international (Portugal, Allemagne, Suisse, Belgique Norvège...).

du master de création littéraire de Paris VIII. Elle est également l'auteur de *À l'aurore*, *l'insolence* (Éditions du Cygne) et *La Favorite* (coll. « Vrilles », Zone Critique). *Chambre 908* sortira en avril 2025 aux éditions Le Castor Astral.

Lola Malique obtient en 2016 un master de violoncelle classique et se produit en solo au Brésil en 2017 puis au Maroc en 2018 où elle a été artiste en résidence à l'Institut français. Elle compose notamment la musique du spectacle de Yoann Bourgeois au Panthéon, dans le cadre du Théâtre de la ville. En mai 2019, elle sort son premier album, le concert de sortie se tient à la basilique de Saint-Denis. Lola Malique se produit actuellement en solo, en duo ou en ensemble avec le collectif Lovemusic et 20° dans le noir à travers la France et à l'international (Portugal, Allemagne, Suisse, Belgique Norvège...).

M.A.N.